

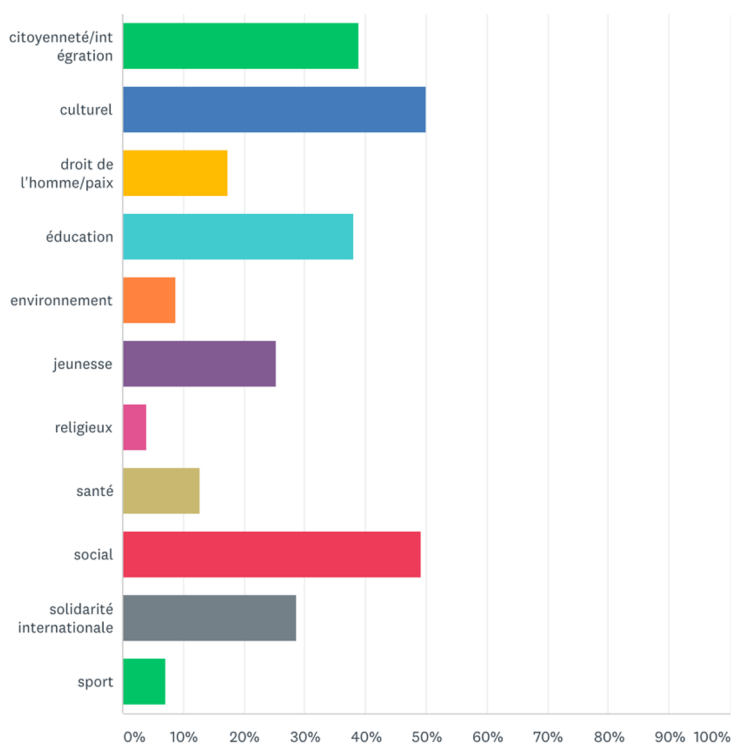


Enquête sur les difficultés associatives liées à la pandémie du Covid-19 au Luxembourg

En tant que plateforme associative, le CLAE a souhaité mieux cerner les conséquences de la pandémie mondiale de Covid-19 sur le tissu associatif luxembourgeois. L'enquête adressée à son réseau de la société civile a permis de rassembler les réponses de plus de 125 acteurs travaillant dans des domaines aussi divers que la citoyenneté, la culture, les droits de l'homme, l'environnement, la jeunesse, la santé, la jeunesse, l'éducation, etc.

Quel est le domaine d'activité de votre association ?

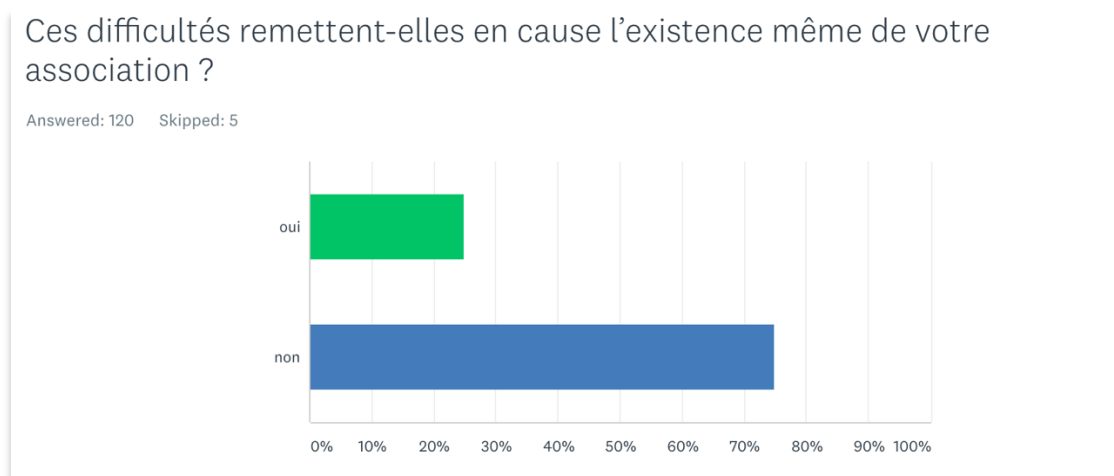
Answered: 126 Skipped: 0



Les associations impactées

Selon les résultats de l'enquête menée, 90% des interrogés estiment que la crise sanitaire a eu des répercussions sur leur association. Confinement oblige, nombre d'entre-elles ont dû se résoudre à annuler un événement, l'ensemble des activités prévues ou encore un projet en cours.

L'interruption de l'activité associative s'accompagne de conséquences au niveau financier, puisque plus de 55% des sondés disent avoir des difficultés spécifiques notamment pour payer les charges fixes de l'association (les loyers, les frais de fonctionnement ou encore les charges salariales non couvertes par le chômage partiel). Il ressort que la baisse significative de recettes est avant tout liée à l'absence d'activité qui équivaut pour beaucoup d'associations à une complète absence d'entrée d'argent. Mais certaines associations constatent aussi une diminution du nombre de dons tandis que le sponsoring devient de plus en plus difficile. Quelques associations craignent de leur côté que la suspensions de leurs activités n'entraînent des répercussions en terme de financement public d'autant plus que la relation avec les différents Ministères est rendue plus difficile. **Près de 25% estiment que ces difficultés remettent en cause l'existence même de leur association.**



Au-delà de la question financière, l'enquête fait également apparaître une certaine inquiétude des acteurs qui travaillent au quotidien en direction des publics en difficulté.

La relation au cœur du travail d'accueil, d'accompagnement du public et de la formation reste fortement perturbée, voire interrompue. Il ressort de l'enquête que le recours aux outils numériques ne permet pas d'apporter les mêmes bénéfices qu'une relation réelle, ceci dans un contexte où le recrutement de nouveaux adhérents, la mobilisation des bénévoles sont devenus encore plus difficiles qu'auparavant.

Des associations en recherche de solutions, prêtes à se réinventer...

Si l'enquête menée dévoile qu'un certain nombre d'associations se sont résignées à mettre leur activité entre parenthèse, elles ont aussi su faire preuve d'imagination virtuelle. Le recours aux visioconférences, l'utilisation des réseaux sociaux, les contacts par mails, les activités et formations en ligne se sont multipliés au cours de la période. Le temps suspendu a pu également être mis à profit pour mener une réflexion interne, rechercher des solutions, planifier les activités futures.

Pour pallier au manque de rentrée d'argent, certaines associations essayent de réduire leur coût, en ayant parfois recours aux dispositifs gouvernementaux ou en envisageant de réduire leur masse salariale, alors que du côté des recettes les solutions sont plutôt envisagée du côté de la collecte de dons ou encore de l'autofinancement. **Il se dégage cependant dans l'ensemble un fort sentiment d'incertitude lié au futur.**

... Mais qui attendent du soutien

L'enquête révèle qu'une grande majorité d'associations attendent de la part du Gouvernement luxembourgeois un soutien et une aide financière exceptionnelle permettant de faire face aux coûts fixes représentés par la location, les salaires et les frais de fonctionnement. Les associations en appellent également au Gouvernement pour que les frais engagés en amont des actions subsidiées ayant dues être annulées soient remboursés, pour que les activités subventionnées puissent éventuellement être reportées, que les financements puissent être adaptés en vue d'accompagner l'évolution des politiques rendues nécessaires par la crise sanitaire. Certaines réclament également la mise en place d'une plateforme qui permettrait d'améliorer les échanges entre acteurs, d'accroître la visibilité des initiatives citoyennes, de proposer des formations en développement virtuel. **Tous sont convaincus de la nécessité de reconnaître et soutenir l'importance de la solidarité associative en ces temps de Covid-19...**

CLAE
www.clae.lu